

<https://ricochets.cc/Convention-Citoyenne-Climat-impasse-reformiste-et-enfumage.html>



Convention Citoyenne Climat : impasse réformiste et enfumage

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 16 décembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques articles pour bien analyser l'arnaque à différents niveaux de la Convention Citoyenne Climat, afin d'éviter enfumages et pertes de temps :

- [L'impasse citoyenniste de la Convention Climat](#) (1/2) - Nous connaissons désormais le résultat de la Convention Citoyenne pour le Climat. La CCC est une initiative proposée au gouvernement par le collectif des « Gilets citoyens ». Elle a été récupérée et utilisée par Emmanuel Macron pour tenter d'enterrer les luttes, au moment-même où la colère des gilets jaunes grondait dans les rues. Le "mouvement climat", lui-même s'il rassemblait du monde, ne grondait de son côté pas franchement. Nous revenons ici sur cette initiative. Dans ce premier article, nous verrons comment la Convention Citoyenne pour le Climat a vu le jour. Nous regarderons quel a été son fonctionnement et quels problèmes pose cette nouvelle impasse citoyenniste. Dans un deuxième article nous analyserons plutôt le résultat de cette démarche.
- [L'impasse réformiste de la Convention Climat](#) (2/2) - Dans une première partie, nous avons vu comment la Convention Citoyenne pour le Climat a vu le jour et quel a été son fonctionnement de cette démarche réformiste. Dans cette deuxième partie, nous allons voir en quoi ses objectifs sont une impasse, et que peut-on déduire de son résultat.
- [Au Carnet, nous nous mobilisons aussi contre le mensonge de la transition écologique !](#) - À la ZAD du Carnet, nous avons choisi d'occuper un territoire menacé de disparaître sous le béton. Ce sont 110 ha sur près de 400, soit environ un quart de l'île que nous défendons, qui sont voués à abriter ce que les grands bousilleurs osent appeler un parc éco-technologique. Nous inscrivons notre lutte dans celle contre le capitalisme vert, car nous ne croyons pas à une transition qui refuse de remettre en cause les dominations qui structurent nos sociétés. Ici, nous essayons de construire une forme d'autonomie et pour nous, construire l'autonomie passe par la réappropriation de notre façon de penser le monde que nous habitons, loin de l'écologie productiviste qu'on nous impose.

Une première écologie à dénoncer, celle des pouvoirs publics et des industriels



Convention Citoyenne Climat : impasse réformiste et enfumage Analyse critique détaillée des manoeuvres des pouvoirs publics et des industriels

Récemment, le Macronistan a sorti de son chapeau troué un autre artifice de communication : le référendum pour inscrire la défense du climat dans la constitution française.

A l'approche des élections de 2022, le macronisme essaie de faussement "verdir" son image antiécologique par des gesticulations médiatiques et politiques.

Lesquelles sont surtout destinées à occuper les esprits et les médias, et à fournir des justifications pratiques aux électeurs de "gauche" (ceux qui ne voudront pas voter pour une gauche radicale ou une écologie digne de ce nom) prêts à voter macroniste afin qu'ils s'exécutent sans trop de mauvaise conscience.

On peut inscrire tout ce qu'on veut de bonne conscience dans la constitution, ça nous fait une belle jambe vu que derrière ça n'est pas suivi d'effet ou que ça sert à justifier la planification industrielle lucrative du greenwashing, du solutionnisme technologique ou du capitalisme dit "vert".

Il paraît même que sont inscrits dans la constitution française des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, on voit [comment ils sont appliqués par les gouvernements mercenaires du capitalisme et leurs](#)

[bandes armées policières.](#)

► voir aussi : [Référendum du foutage de gueule : ce sera un grand « Non »](#)

Emmanuel Macron a annoncé lundi, devant les 150 citoyens tirés au sort suite au mouvement des gilets jaunes pour trouver des propositions de mesures de lutte contre le changement climatique, (la "convention citoyenne"), qu'il provoquerait un référendum. Ce sera le premier de son quinquennat et il posera aux Français ayant le droit de vote la question suivante : "voulez-vous inscrire dans la constitution la phrase suivante : "La République garantit la préservation de la biodiversité, de l'environnement et la lutte contre le dérèglement climatique." Oui ou non. Il ne sera pas possible de répondre "mais tu nous prends pour des grosses buses en fait !".